

**RAPPORT  
DE LA  
COMMISSION DU DÉSARMEMENT**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 42 (A/46/42)



**NATIONS UNIES**

New York, 1991

**Best Copy Available**

#### **NOTE**

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[Original : anglais]  
[31 mai 1991]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 2	2
II. ORGANISATION DES TRAVAUX ET PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA SESSION DE 1991 .....	3 - 13	4
III. DOCUMENTATION .....	14 - 36	5
A. Documents présentés par le Secrétaire général	14	5
B. Autres documents, notamment les documents présentés par les Etats Membres .....	15 - 36	5
IV. CONCLUSIONS ET RAPPORTS DES ORGANES .....	37 - 42	7

Annexes

I. TEXTE, PROPOSE PAR LE PRESIDENT, DE "DIRECTIVES POUR UNE INFORMATION OBJECTIVE SUR LES QUESTIONS MILITAIRES" .....	18
Appendice I .....	22
Appendice II .....	22
II. PROCESSUS DU DESARMEMENT NUCLEAIRE DANS LE CADRE DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, L'OBJECTIF ETANT L'ELIMINATION DES ARMES NUCLEAIRES : Document du Président .....	24
III. APPROCHE REGIONALE DU DESARMEMENT DANS LE CONTEXTE DE LA SECURITE MONDIALE : Document du Président .....	26

## I. INTRODUCTION

1. A sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 45/62 B du 4 décembre 1990, intitulée "Rapport de la Commission du désarmement", par laquelle l'Assemblée, entre autres :

"1. Prend acte du rapport annuel de la Commission du désarmement 1/;

2. Note avec satisfaction que la Commission du désarmement a achevé l'examen de toutes les questions de fond inscrites à son ordre du jour, à l'exception du point concernant les informations objectives sur les questions militaires;

3. Félicite la Commission du désarmement d'avoir adopté par consensus des recommandations précises touchant les points suivants à son ordre du jour : a) capacité nucléaire de l'Afrique du Sud; b) rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement; c) désarmement classique; et d) projet de déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement;

4. Note que les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Président de la Commission du désarmement consacré aux armements et au désarmement navals 2/ ont été approuvées par tous les participants aux consultations qu'il a organisées;

5. Note également qu'il n'a été possible de convenir ni de recommandations précises sur le point concernant divers aspects de la course aux armements, notamment la course aux armements nucléaires, et du désarmement nucléaire, ni d'une approche générale des négociations sur le désarmement nucléaire et le désarmement classique;

6. Rappelle que la Commission du désarmement est l'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

7. Souligne qu'il importe que la Commission du désarmement travaille sur la base d'un ordre du jour approprié concernant les thèmes du désarmement, qui lui permette de concentrer ses efforts et donc de progresser davantage sur des sujets précis conformément à la résolution 37/78 H;

8. Note avec satisfaction que la Commission du désarmement, à sa session de fond de 1990, a adopté par consensus un ensemble de "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement";

9. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte qu'elle a adopté sur les "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement";

10. Recommande que la Commission du désarmement, à l'issue de consultations, adopte à sa session d'organisation de 1990 les questions de fond suivantes à inscrire à l'ordre du jour de sa session de 1991 :

- 1) Informations objectives sur les questions militaires;
- 2) Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant d'éliminer les armes nucléaires;
- 3) Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale;
- 4) Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des domaines connexes;

11. Prie également la Commission du désarmement de se réunir en 1991, pendant quatre semaines au plus, et de lui présenter un rapport de fond lors de sa quarante-sixième session;

12. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement 3/, ainsi que tous les documents officiels de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et d'accorder à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

13. Prie également le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens nécessaires à cet effet;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

2. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies et a tenu quatre séances (A/CN.10/PV.151 à 154) les 4, 19 et 28 décembre 1990 et le 29 janvier 1991 pour une brève session d'organisation. Au cours de cette session, la Commission a examiné les questions liées à l'organisation des travaux pour sa session de fond de 1991, conformément au texte adopté sur les "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement" (A/CN.10/137). Elle a examiné la question de l'élection de son bureau, compte tenu du principe de rotation de la présidence entre les régions géographiques, et elle a élu son président et huit vice-présidents, ainsi que son rapporteur. La Commission a examiné et adopté l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 1991 (voir par. 5). Elle a décidé de créer un comité plénier et quatre groupes de travail chargés d'examiner les quatre questions de fond inscrites à l'ordre du jour et elle a nommé les présidents de ces groupes de travail. Elle a décidé en outre que sa session de fond aurait lieu du 22 avril au 13 mai 1991.

## II. ORGANISATION DES TRAVAUX ET PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA SESSION DE 1991

3. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 22 avril au 13 mai 1991. Au cours de cette session, elle a tenu sept séances plénières (A/CN.10/PV.155 à 162) sous la présidence de M. Peter Hohenfellner (Autriche). M. Lin Kuo-Chung, spécialiste des questions politiques (hors classe) du Département des affaires de désarmement, a exercé les fonctions de Secrétaire de la Commission du désarmement.

4. Pour la session de 1991, le bureau de la Commission était composé comme suit :

Président : M. Peter Hohenfellner (Autriche)

Vice-Présidents : Représentants des Etats suivants :

Allemagne	Pakistan
Cameroun	Pérou
Equateur	Pologne
Ethiopie	Tchécoslovaquie

Rapporteur : M. Bahman Naimi Arfa (République islamique d'Iran)

5. A sa 155e séance plénière, le 22 avril 1991, la Commission a adopté l'ordre du jour ci-après, publié sous la cote A/CN.10/L.28 :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.
4. Informations objectives sur les questions militaires.
5. Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires.
6. Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale.
7. Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes.
8. Rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session.
9. Questions diverses.

6. A la même séance, la Commission a adopté son programme de travail général pour la session et décidé de consacrer quatre séances à un débat général.

7. Les 22 et 23 avril, la Commission du désarmement a procédé à un débat général sur toutes les questions inscrites à son ordre du jour (A/CN.10/PV.155 à 158).

8. Conformément à la décision qu'elle a prise à sa session d'organisation en 1990, la Commission du désarmement a renvoyé le point 4 de l'ordre du jour, intitulé : "Informations objectives sur les questions militaires" au Groupe de travail I. Celui-ci a tenu 13 séances, entre le 24 avril et le 10 mai, sous la présidence de M. André Erdös (Hongrie).

9. La Commission a renvoyé le point 5 de l'ordre du jour, intitulé "Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires" au Groupe de travail II. Celui-ci a tenu 11 séances entre le 24 avril et le 10 mai, sous la présidence de M. Amre Moussa (Egypte) et de son suppléant, M. Sameh Hassan Choukry.

10. La Commission a renvoyé le point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" au Groupe de travail III. Celui-ci a tenu 11 séances, entre le 24 avril et le 10 mai, sous la présidence de M. Nugroho Wisnumurti (Indonésie).

11. La Commission a renvoyé le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes" du Groupe de travail IV. Celui-ci a tenu 11 séances, entre le 24 avril et le 10 mai, sous la présidence de M. Luiz de Araujo Castro (Brésil).

12. A sa 161e séance, le 13 mai, la Commission du désarmement a examiné les rapports des Groupes de travail I, II, III et IV sur les points 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour, respectivement. Ces rapports figurent à la section IV du présent rapport.

13. Conformément à la pratique suivie par la Commission du désarmement, plusieurs organisations non gouvernementales ont assisté aux séances plénières et aux séances du Comité plénier.

### III. DOCUMENTATION

#### A. Documents présentés par le Secrétaire général

14. En application du paragraphe 12 de la résolution 45/62 B de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a, par une note datée du 15 mars 1991, transmis à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement 3/, ainsi que tous les documents officiels de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement (A/CN.10/143).

#### B. Autres documents, notamment les documents présentés par les Etats Membres

15. Au cours de ses travaux, la Commission a été saisie des documents de fond ci-après.

16. Un document de travail intitulé "Informations objectives sur les questions militaires; la franchise dans le domaine militaire : objectifs, principes et mécanismes" (A/CN.10/142/Add 1) a été présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.
17. Un document de travail intitulé "Informations objectives sur les questions militaires" (A/CN.10/144 et A/CN.10/144/Rev.1) a été présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
18. Un document de travail intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes : transfert international de techniques 'névralgiques'" (A/CN.10/145) a été présenté par l'Argentine et le Brésil.
19. Le chef de la délégation chinoise a présenté une lettre adressée au Président de la Commission du désarmement et contenant un document de travail (A/CN.10/146) consacré aux "Informations objectives sur les questions militaires".
20. La Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies a présenté une lettre adressée au Secrétaire de la Commission du désarmement, contenant un document de travail (A/CN.10/147) sur le "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes".
21. Un document de travail intitulé "Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires" (A/CN.10/148) a été présenté par l'Argentine.
22. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" (A/CN.10/149) a été présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.
23. La délégation chinoise a présenté une lettre adressée au Président de la Commission du désarmement, contenant un document de travail (A/CN.10/150) sur le "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes".
24. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" (A/CN.10/151) a été présenté par l'Autriche.
25. Le chef de la délégation chinoise a présenté une lettre adressée au Président de la Commission du désarmement, contenant un document de travail (A/CN.10/152) sur une "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale".
26. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" (A/CN.10/153) a été présenté par l'Equateur.



27. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale - désarmement régional et sécurité mondiale : éléments d'une approche régionale du contrôle des armements et du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" (A/CN.10/154) a été présenté par les Pays-Bas au nom des 12 Etats membres des Communautés européennes.

28. Un document de travail intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes - Science et technique au service du désarmement" (A/CN.10/155) a été présenté par les Pays-Bas au nom des 12 Etats membres des Communautés européennes.

29. Un document de travail intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes" (A/CN.10/156\*) a été présenté par la Colombie.

30. Un document de travail intitulé "Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires" (A/CN.10/157) a été présenté par l'Australie.

31. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale" (A/CN.10/158) a été présenté par le Pakistan.

32. Un document de travail intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes" (A/CN.10/159) a été présenté par l'Autriche.

33. Un document de travail intitulé "Informations objectives sur les questions militaires" (A/CN.10/160) a été présenté par les Pays-Bas au nom des 12 Etats membres des Communautés européennes.

34. Un document de travail intitulé "Informations objectives sur les questions militaires" (A/CN.10/161) a été présenté par l'Australie.

35. Un document de travail intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale : relation entre le désarmement et la sécurité mondiale, et principes et directives pour le désarmement régional et les initiatives de contrôle des armements" (A/CN.10/162) a été présenté par l'Australie.

36. Un document de travail intitulé "Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes : Conversion des ressources militaires à des fins civiles" (A/CN.10/163) a été présenté par le Canada.

#### IV. CONCLUSIONS ET RAPPORTS DES ORGANES

37. A sa 161e séance plénière, le 13 mai, la Commission du désarmement a adopté par consensus les rapports de ses organes subsidiaires sur les points 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour. Elle est convenue de présenter ces rapports, dont le texte est reproduit ci-après, à l'Assemblée générale.

38. A la même séance, la Commission a adopté dans son ensemble le rapport qu'elle présentera à l'Assemblée générale lors de sa quarante-sixième session.

39. Le rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour se lit comme suit :

"Rapport du Groupe de travail I sur le point 4  
de l'ordre du jour

1. A sa 151e séance, le 4 décembre 1990, la Commission du désarmement a approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 1991 et a, pour donner suite à la résolution 45/62 B de l'Assemblée générale, décidé de constituer le Groupe de travail I, qu'elle a chargé d'examiner le point 4 de l'ordre du jour intitulé 'Informations objectives sur les questions militaires'.

2. Pour ses travaux, le Groupe de travail I était saisi des documents de travail suivants :

a) Document de travail présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/CN.10/142 et Add.1);

b) Document de travail présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (A/CN.10/144 et Rev.1);

c) Document de travail présenté par la Chine (A/CN.10/146);

d) Document de travail présenté par les Pays-Bas au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne (A/CN.10/160);

e) Document de travail présenté par l'Australie (A/CN.10/161);

f) Documents de séance (A/CN.10/1991/WG.1/CRP.1 à 12).

3. Le Groupe s'est réuni sous la présidence de M. André Erdös (Hongrie) et a tenu 13 séances entre le 24 avril et le 10 mai 1991. M. Timur Alasaniya, du Département des affaires de désarmement, a rempli les fonctions de secrétaire du Groupe.

4. En 1990, un groupe de consultation avait déjà procédé à un échange général de vues et tenu des discussions sur des sujets connexes en se fondant sur le cadre de discussions proposé par le Président du Groupe.

5. Sur cette base, le Groupe de travail I a débattu des questions spécifiques évoquées dans l'aperçu liminaire présenté par le Président à la 1re séance le 24 avril 1990.

6. Le Groupe a décidé d'organiser ses débats autour de quatre questions, à savoir, 1) objectifs, 2) principes, 3) portée et 4) mécanismes. Il a adopté un programme de travail dans le cadre duquel il a consacré deux séances à chacune des questions 1, 3 et 4 et trois séances à la question 2.

7. Dans chaque cas, le Groupe a procédé à une discussion approfondie de la question. Outre les propositions présentées dans les documents de travail, les délégations ont soumis, soit oralement soit par écrit, des propositions au cours des délibérations.

8. Les propositions ont été rassemblées dans des documents de séance, qui ont servi de base à de nouvelles discussions.

9. Se fondant sur ces compilations et d'autres contributions, le Président a présenté, à titre de proposition, un texte sur chacune des quatre rubriques examinées.

10. Prenant en considération les observations des délégations, le Président, à la 11e séance le 8 mai, a présenté, à titre de proposition, un texte relatif aux principes directeurs devant régir les informations objectives sur les questions militaires.

11. Au cours de deux séances, le Groupe a procédé à un examen d'ensemble du texte proposé par le Président. Des délégations ont émis des observations d'ordre général, notamment des suggestions de modification et d'addition. Il a été convenu que le Groupe ne s'engageait pas dans un processus de négociation ou de rédaction.

12. Compte tenu de ces débats, le Président a présenté une version révisée de son texte à la dernière séance.

13. Il était entendu que le document du Président n'engageait que lui seul et devait être considéré comme un outil de travail. Le document présentait un condensé de ses vues et idées sans être exhaustif ou refléter obligatoirement l'ensemble des vues et idées exprimées. Il a été convenu qu'à ce stade le document n'engageait aucune délégation en faveur d'une idée ou formulation particulière.

14. Il a été décidé d'annexer le document présenté par le Président et publié le 9 mai 1991 sous la cote A/CN.10/1991/WG.I/CRP.12/Rev.1 au rapport du Groupe de travail I (voir annexe I).

15. A sa 13e séance, le 10 mai, le Groupe de travail a adopté par consensus son rapport sur la question."

40. Le rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour se lit comme suit :

"Rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de  
l'ordre du jour

1. A sa 15e séance, le 4 décembre 1990, la Commission du désarmement a approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 1991 et pour donner suite à la résolution 45/62 B de l'Assemblée générale, décidé de constituer le Groupe de travail II, qu'elle a chargé d'examiner le point 5 de

l'ordre du jour, intitulé 'Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires';

2. Pour ses travaux, le Groupe de travail II était saisi des documents suivants :

- a) Document de travail présenté par l'Argentine (A/CN.10/148);
- b) Document de travail présenté par l'Australie (A/CN.10/157);
- c) Communication du Président (A/CN.10/1991/WG.II/CRP.1);
- d) Communication du Président (A/CN.10/1991/WG.II/CRP.2).

3. Le Groupe de travail a tenu ses 1re, 2e, 3e et 6e séances (les 24, 25 et 26 avril et le 1er mai) sous la présidence de M. Amre Moussa (Egypte). Aux 4e et 5e séances (les 29 et 30 avril), le Président du Groupe de travail a désigné M. Sameh Hassan Shoukry (Egypte) pour le remplacer. De la 7e séance, tenue le 2 mai, à la 11e séance, tenue le 9 mai, le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Shoukry. Mme Jenifer Mackby, du Département des affaires de désarmement, a rempli les fonctions de secrétaire du Groupe de travail. Pendant cette période, le Groupe de travail a également procédé à des consultations officielles par l'intermédiaire de son président.

4. A l'ouverture de la 1re séance, le Président du Groupe a fait une déclaration liminaire. Les deux premières séances ont été consacrées à un débat général auquel de nombreuses délégations ont participé.

5. Aux séances suivantes, le Groupe a examiné les aspects suivants de la question, selon le schéma de travail proposé par le Président :

- 1. Relations entre le désarmement nucléaire et la paix et la sécurité internationales.
- 2. Examen des mesures prises en matière de désarmement nucléaire.
- 3. Comment renforcer le processus de désarmement nucléaire : conditions à remplir et mécanismes requis à cette fin.
- 4. Rôle du système des Nations Unies dans le processus de désarmement nucléaire, dans l'optique de l'élimination des armes nucléaires.

6. Après un long débat et une série de consultations entre le Président et diverses délégations concernant la liste des questions sur lesquelles le Groupe pourrait axer ses travaux au cours des deux prochaines années, il a été décidé de conserver les quatre points initiaux du schéma de travail présenté par le Président comme base des futurs travaux du Groupe.

7. A sa 11e séance, le 9 mai, le Groupe de travail a décidé d'annexer la communication du Président (A/CN.10/1991/WG.II/CRP.2) sur la question au rapport du Groupe (voir annexe II).

8. A la même séance, le Groupe de travail a adopté par consensus le présent rapport à la Commission du désarmement."

41. Le rapport du Groupe de travail III sur le point 6 de l'ordre du jour se lit comme suit :

"Rapport du Groupe de travail III sur le point 6  
de l'ordre du jour

1. A sa 151e séance, le 4 décembre 1990, la Commission du désarmement a décidé de constituer le Groupe de travail III, qu'elle a chargé d'examiner le point 6 de l'ordre du jour intitulé 'Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale'.

2. Pour ses travaux, le Groupe de travail III était saisi des documents suivants :

a) Document de travail soumis par l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/CN.10/149);

b) Document de travail soumis par l'Autriche sur l'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/CN.10/151);

c) Document de travail soumis par la Chine sur les principes régissant la position de la Chine en matière d'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/CN.10/152);

d) Document de travail soumis par l'Equateur sur l'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/CN.10/153);

e) Document de travail soumis par les Pays-Bas, au nom des 12 Etats membres des Communautés européennes, intitulé 'Désarmement régional et sécurité mondiale : éléments d'une approche régionale du contrôle des armements et du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale' (A/CN.10/154);

f) Document de travail soumis par le Pakistan sur l'approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/CN.10/158);

g) Document de travail soumis par l'Australie, intitulé 'Relation entre le désarmement et la sécurité mondiale et principes et directives pour le désarmement régional et les initiatives de contrôle des armements' (A/CN.10/162).

3. Le Groupe de travail III a tenu 11 séances entre le 24 avril et le 10 mai 1991, sous la présidence de M. Nugroho Wisnumurti (Indonésie); M. Lin Kuo-Chung, du Département des affaires de désarmement, a exercé les fonctions de secrétaire du Groupe de travail et Mme Florence Lee, du même Département, celles de secrétaire adjointe. En outre, pendant cette période, le Président a procédé, à plusieurs reprises à des consultations officieuses.

4. A sa 1re séance, le 24 avril, le Groupe de travail a décidé de consacrer deux séances à un échange de vues général sur le point de l'ordre du jour à l'étude. De nombreuses délégations y ont participé et un grand nombre de documents de travail sur le sujet ont été présentés (voir par. 2).

5. A la 4e séance, le 29 avril, le Groupe de travail a décidé d'organiser un débat structuré sur la question. Il était saisi d'un document de travail du Président (A/CN.10/1991/WG.III/CRP.2) et d'un calendrier (A/CN.10/1991/WG.III/CRP.3). Au cours des débats, diverses opinions ont été exprimées et diverses propositions formulées par des délégations sur cinq thèmes précis, à savoir : 1) la relation entre le désarmement régional et la sécurité mondiale et la limitation des armements et le désarmement; 2) les principes et directives; 3) les moyens; 4) les mécanismes et modalités; et 5) le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

6. A l'issue d'un long débat sur le sujet, le Président a présenté au Groupe de travail un document (A/CN.10/1991/WG.III/CRP.5), dans lequel il donnait son opinion sur le débat et sur les questions soulevées au titre du point 6 de l'ordre du jour (voir annexe III). Il a été entendu que ce document n'engageait pas les délégations et qu'il serait examiné plus à fond à la session de fond de 1992 de la Commission du désarmement.

7. A sa 11e séance, le 10 mai, le Groupe de travail a adopté par consensus le rapport qu'il a soumis à la Commission du désarmement sur le point 6 de l'ordre du jour."

42. Le rapport du Groupe de travail IV sur le point 7 de l'ordre du jour se lit comme suit :

"Rapport du Groupe de travail IV sur le point 7  
de l'ordre du jour

1. A sa 151e séance, le 4 décembre 1990, la Commission du désarmement a adopté l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 1991 et, pour donner suite à la résolution 45/62 B de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1990, a décidé de créer le Groupe de travail IV, qu'elle a chargé d'examiner le point 7 de l'ordre du jour intitulé 'Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes'.

2. Pour ses travaux, le Groupe de travail IV était saisi des documents ci-après :

a) Document de travail présenté par l'Argentine et le Brésil sur le transfert international de techniques 'névralgiques', dont l'annexe contient un projet de directives pour la réglementation des transferts internationaux de produits, services et procédés de haute technicité qui risquent d'être utilisés pour la production d'armes de destruction massive (A/CN.10/145);

b) Document de travail présenté par l'Inde sur la question des innovations scientifiques et techniques et de leur impact sur la sécurité internationale, qui contient des observations sur les éléments et les conséquences de la course qualitative aux armements et des suggestions précises sur l'action à mener dans différents domaines (A/CN.10/147);

c) Document de travail présenté par la Chine, exposant des avis et des suggestions sur divers aspects du rôle de la science et de la technique, notamment l'opposition à l'utilisation de la science et de la technique pour la course aux armements, et plus particulièrement la course qualitative aux armements (A/CN.10/150);

d) Document de travail présenté par les Pays-Bas, au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, sur la question de la science et de la technique au service du désarmement, qui contient des considérations fondamentales sur la question, ainsi qu'une liste d'exemples et de suggestions concernant l'application de la science et de la technique dans les domaines de la maîtrise des armements et du désarmement (A/CN.10/155);

e) Document de travail présenté par la Colombie exposant des vues et des suggestions sur divers aspects de la question du rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des autres domaines connexes, notamment le domaine du développement économique et social (A/CN.10/156);

f) Document de travail présenté par l'Autriche qui, en se fondant sur les discussions qui ont eu lieu sur divers aspects du point 7 de l'ordre du jour et sur différents documents de travail, présente un certain nombre d'idées à examiner par le Groupe de travail (A/CN.10/159); et

g) Document de travail présenté par le Canada, intitulé 'Conversion de ressources militaires à des fins civiles' (A/CN.10/163).

3. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Luiz Augusto de Araujo Castro (Brésil), et a tenu 11 séances entre le 24 avril et le 10 mai 1991. Le Président a aussi mené des consultations officieuses avec le Groupe. M. Sammy Kum Buo, du Département des affaires de désarmement, a exercé les fonctions de secrétaire du Groupe de travail et M. Jack Gerardi-Siebert, du même Département, celles de Secrétaire adjoint.

4. Etant donné qu'en vertu du document intitulé 'Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement' (A/45/42, p. 3), le Groupe de

travail pourra consacrer jusqu'à trois années consécutives à cette nouvelle question, il a été décidé que la session de 1991 porterait sur ce que l'on pourrait appeler une prospection d'idées sur les divers aspects des questions en jeu, en vue de définir la base du travail plus détaillé - y compris la rédaction de recommandations, le cas échéant - à effectuer au cours des deux années restantes.

5. A cet effet, le Groupe de travail a décidé d'organiser un débat structuré en commençant par un échange de vues général sur son travail et sur tous les aspects du point 7 de l'ordre du jour. Il a décidé d'examiner chacun des quatre aspects de fond de la question qui avaient été dégagés au cours de consultations informelles comme relevant du mandat et de la compétence du Groupe de travail IV.

6. Ces quatre aspects ou points subsidiaires sont :

1. Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale;

2. La science et la technique au service du désarmement;

3. Le rôle de la science et de la technique dans d'autres domaines connexes;

4. Le transfert des techniques de pointe ayant des applications militaires.

7. Il a été entendu que l'acceptation de ce programme de travail ne pouvait être interprétée comme préjugant, de quelque manière que ce soit, de l'attitude des délégations sur l'une quelconque de ces questions ni sur les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale ou tous autres documents.

8. Au titre du point subsidiaire 1, le Groupe de travail a examiné les questions soulevées dans les résolutions 43/77 A, 44/118 A et 45/60, sur la nécessité de suivre de près les progrès scientifiques et techniques qui risquent de compromettre le climat de sécurité et le processus de limitation des armements et de désarmement et de les orienter vers des fins bénéfiques, ainsi que dans les rapports du Secrétaire général publiés sous les cotes A/44/487 et Add.1 et 2 et A/45/568 et intitulés 'Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale'. Au cours de cet examen, le Groupe de travail a traité aussi d'une gamme étendue de questions connexes.

9. Au titre du point subsidiaire 2, le Groupe de travail a examiné les questions soulevées dans les résolutions 44/118 B et 45/61, intitulées 'La science et la technique au service du désarmement', qui ont trait à l'utilisation des progrès scientifiques et techniques à des fins liées au désarmement, en particulier la vérification, la destruction d'armes et la reconversion de l'industrie militaire à la production civile.



10. Au titre du point subsidiaire 3, le Groupe de travail a examiné les 'autres domaines connexes' mentionnés dans le libellé du point 7 de l'ordre du jour. Il a été suggéré que ces domaines pourraient s'étendre à l'utilisation des ressources actuellement affectées à des activités militaires pour assurer le développement économique et social et, ainsi qu'il est envisagé dans la résolution 45/58 N, pour promouvoir des activités civiles de protection de l'environnement.

11. Au titre du point subsidiaire 4, le Groupe de travail a examiné notamment la suggestion faite par le Secrétaire général dans le rapport qu'il a adressé à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session sur l'activité de l'Organisation, tendant à ce que 'la communauté internationale s'efforce de clarifier les questions importantes qui se posent' en ce qui concerne le transfert de techniques de pointe qui peuvent être utilisées à des fins militaires et 'mette au point des directives précises et équitables qui soient acceptables par tous' (A/45/1, p. 11).

12. Les débats que le Groupe de travail a consacrés aux divers aspects du point 7 de l'ordre du jour ont été jugés fort utiles. Ils ont montré que le Groupe de travail se rendait parfaitement compte des difficultés fondamentales liées à son mandat, qui est complexe, de grande portée et constitue un véritable défi du fait qu'il s'étend à des questions qui n'ont encore jamais été examinées systématiquement à l'Organisation des Nations Unies. Le débat a offert aux délégations l'occasion d'exprimer leurs opinions et de formuler des suggestions et des propositions précises sur les questions de fond en jeu; les différences de perspective, les idées nouvelles et les apports nouveaux ont été présentés de manière constructive et dans un esprit de coopération. Au cours des discussions, les délégations ont aussi échangé des vues préliminaires et diverses sur la manière d'aborder le plus utilement des questions déterminées et sur le choix de ces questions au cours de cette session et des sessions à venir de la Commission du désarmement.

13. Au sujet du point subsidiaire 1, le Groupe de travail a consacré un bref débat à divers aspects de la question des progrès scientifiques et techniques et de leurs incidences sur la sécurité internationale. On a fait observer notamment que les accords en matière de désarmement et de contrôle des armements devraient continuer à traiter des aspects qualitatifs de la course aux armements, que la science et la technique en tant que telles sont considérées comme neutres, que l'application de la science et de la technique à des fins de légitime défense conformément au droit international est acceptable et qu'il convient d'encourager cette application à des fins pacifiques. On a aussi jugé préoccupante la course qualitative aux armements et on a fait observer que des mesures concrètes étaient requises pour prévenir l'application de la science et de la technique aux fins de l'amélioration qualitative de systèmes d'armes et notamment d'armes de destruction massive. On a dit également que les améliorations qualitatives des applications de la science et de la technique à des fins militaires pouvaient avoir des incidences tant positives que négatives sur la sécurité internationale. En outre, un jugement politique solide était un élément essentiel dans la détermination des incidences de l'utilisation de la science et de la technique à des fins militaires. Les documents de travail présentés qui traitent de ce

sujet (A/CN.10/147 présenté par l'Inde, A/CN.10/150 présenté par la Chine et A/CN.10/156 présenté par la Colombie) ont fait l'objet d'observations purement préliminaires. Il a été entendu que le Groupe de travail pourrait souhaiter poursuivre l'examen de cette question à une date ultérieure.

14. Au sujet du point subsidiaire 2, relatif à la science et la technique au service du désarmement, le Groupe de travail a procédé à une discussion approfondie, au cours de laquelle des observations ont été faites notamment sur la question traitée dans le document de travail A/CN.10/155, présenté par les Pays-Bas au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, sur la question de l'application de la science et de la technique aux fins de vérification. Les participants ont exprimé le désir de continuer à travailler sur ce sujet, à la lumière de ce document et d'autres documents qui pourront être présentés, en vue de déterminer les domaines dans lesquels la science et la technique peuvent être appliquées aux fins de vérification et à d'autres fins liées au désarmement, d'identifier ceux des domaines se prêtant le mieux à une coopération internationale et, enfin, d'examiner les moyens de promouvoir cette coopération internationale. A l'avenir, le Groupe de travail pourrait aussi examiner les techniques non nuisibles à l'environnement de destruction d'armements et la restructuration d'anciennes industries d'armement, ainsi qu'il est suggéré dans le document de travail A/CN.10/159, présenté par l'Autriche.

15. Le point subsidiaire 3, qui a trait au rôle de la science et de la technique dans d'autres domaines connexes, a fait l'objet d'un bref débat préliminaire, au cours duquel il a été suggéré que le Groupe de travail revienne plus tard sur la question de l'application des techniques militaires à des fins liées à la protection de l'environnement, notamment à la lumière de l'étude demandée à l'Organisation des Nations Unies par la résolution 45/58 N, qui devait être achevée dans le courant de l'année. Au cours du débat, ainsi que dans les documents de travail A/CN.10/150 et A/CN.10/156, présentés par la Chine et la Colombie respectivement, il a été fait mention aussi de l'utilisation, pour la promotion du développement économique et social, des ressources scientifiques et techniques actuellement employées à des fins militaires, aspect du problème qui mériterait aussi qu'on en poursuive l'examen. Compte tenu du mandat de la Commission du désarmement, le Groupe de travail pourrait examiner ces questions plus avant et définir d'autres 'domaines connexes' en vue d'un examen ultérieur.

16. Au sujet du point subsidiaire 4, relatif au transfert de techniques de pointe ayant des applications militaires, le Groupe de travail s'est livré à un débat prolongé et des observations ont été faites notamment sur l'objet du document de travail A/CN.10/145, présenté par l'Argentine et le Brésil, qui contient une série de projets de directives, ainsi que sur la partie pertinente du document de travail A/CN.10/159, présenté par la délégation autrichienne. Les membres du Groupe ont exprimé le désir de poursuivre les travaux sur ce sujet, à la lumière de ces documents et d'autres encore qui pourront être présentés, compte tenu de la proposition tendant à la recherche de normes et de directives internationales universellement acceptables réglementant les transferts internationaux de techniques 'névralgiques' tout en garantissant que ces normes n'interdisent pas l'accès, à des fins

pacifiques, aux produits, aux services et aux procédés en matière de technique de pointe. Il a été suggéré aussi que, compte tenu de la compétence d'autres organes pertinents, les questions pouvant donner lieu à un examen ultérieur peuvent comprendre : les rapports entre les systèmes des fournisseurs actuels et la proposition relative à des normes universelles, la question d'une plus large participation aux systèmes actuels, la question de la définition du double usage des techniques, l'encouragement de la transparence des règlements, des procédures et des transferts, la portée des normes internationales et la nature de la surveillance, du contrôle et de la vérification de ces systèmes.

17. Le Groupe de travail a adopté son rapport à sa 11e et dernière séance, le 10 mai."

#### Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 42 (A/45/42).

2/ Ibid., par. 33.

3/ Ibid., Supplément No 27 (A/45/27).

## Annexe I

### TEXTE, PROPOSE PAR LE PRESIDENT, DE "DIRECTIVES POUR UNE INFORMATION OBJECTIVE SUR LES QUESTIONS MILITAIRES"

Pour assurer plus de franchise et de transparence en matière militaire et aider à mieux faire comprendre les dangers de la course aux armements, ce qui permettra peut-être de saisir combien il importe de progresser plus rapidement vers un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, la Commission du désarmement des Nations Unies, considérant les dispositions de la Charte et les paragraphes pertinents du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la première consacrée au désarmement (résolution S-10/2), tenant compte des Directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures sur un plan mondial et régional, que la Commission a adoptées par consensus à sa session de fond de 1988 et que l'Assemblée générale a approuvées par sa résolution 43/78 H, considérant les résolutions 44/116 E du 15 décembre 1989 et 45/62 F du 4 décembre 1990, a élaboré les directives ci-après en vue d'une information objective sur les questions militaires.

#### Objectifs

Une information objective sur les questions militaires, loin d'être une fin en soi, peut :

1. Encourager la franchise et la transparence sur toutes les questions militaires afin d'instaurer la confiance, notamment la confiance mutuelle et la détente, et de favoriser des accords de désarmement spécifiques et d'autres mesures concrètes de désarmement qui aident à renforcer la paix et la sécurité internationales, aux plans mondial aussi bien que régional;
2. Faciliter la limitation, la réduction et l'élimination des armements ainsi que la vérification du respect des obligations assumées dans ce domaine;
3. Rendre les activités militaires plus prévisibles;
4. Aider les Etats à déterminer quel niveau de forces leur suffit pour assurer une capacité de défense adéquate et à mettre au point des doctrines militaires défensives;
5. Eviter les crises et réduire le risque de conflits militaires, voulus ou non, en prévenant de dangereuses erreurs d'appréciation qui pourraient les susciter ou les précipiter;
6. Offrir à l'opinion publique les moyens de bien comprendre l'ensemble des problèmes de désarmement et des questions de sécurité.

## Principes

Tous les Etats Membres des Nations Unies, étant pleinement acquis aux buts de la Charte, doivent respecter strictement les principes qu'elle énonce de même que les autres principes généralement acceptés du droit international touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En particulier, les principes ci-après, consacrés dans la Charte, doivent être strictement observés :

- a) Renonciation à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat;
- b) Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats;
- c) Règlement pacifique des différends;
- d) Egalité souveraine des Etats et libre détermination des peuples.

Les Etats doivent en outre, dans leur action en vue d'une information objective en matière militaire, se laisser guider par les principes ci-après :

1. Sans préjudice des principes qui suivent, tous les Etats ont au même titre le devoir de fournir une information objective en matière militaire et le droit d'accéder à cette information.
2. Tous les Etats ayant le devoir de fournir une information objective sur les questions militaires, les Etats qui disposent des arsenaux nucléaires ou classiques les plus importants et les plus modernes doivent donner l'exemple dans ce domaine. Ils doivent aussi renforcer le sentiment de sécurité des autres pays et régions en mettant fin à la course aux armements à laquelle ils se livrent et en réduisant très sensiblement leurs armements, ce qui servira la cause de la paix et de la sécurité internationales.
3. Les mesures de franchise et de transparence en matière militaire doivent être fondées sur le principe d'une sécurité non diminuée pour tous les Etats.
4. L'information fournie doit porter sur tous les domaines où s'exerce l'activité militaire, y compris l'espace et la haute mer.
5. L'information doit porter sur toutes les composantes du potentiel militaire des Etats, y compris leurs armes nucléaires et autres armes de destruction massive, et couvrir tous leurs territoires - national, insulaire et d'outre-mer.
6. Les Etats devront, lors de consultations qu'ils entreprendraient d'eux-mêmes, convenir de mesures pratiques d'échange d'informations objectives en matière militaire, en tenant compte de leur situation propre et de l'ensemble de la situation politique, militaire et sécuritaire.

7. Il devra être tenu compte, chaque fois que des mesures seront prises dans ce domaine, des priorités que l'Assemblée générale a fixées en matière de désarmement dans le Document final de sa dixième session extraordinaire.

8. L'ampleur et la portée des informations échangées devront être compatibles avec les objectifs fixés pour le régime; les informations devront être fournies sur la base de la réciprocité, être exactes et, si nécessaire, être sujettes à vérification selon des procédures convenues; les données et informations d'ordre militaire devront être complètes, être fournies régulièrement et couvrir à la fois les aspects quantitatifs et les aspects qualitatifs. Il n'y a à cet égard aucune formule susceptible d'une application universelle.

9. Les informations fournies dans le cadre strict d'accords ou de mesures de désarmement devront correspondre aux exigences spécifiques de ces accords et mesures.

10. Les informations obtenues dans le cadre d'accords spécifiques pourront être réservées aux seuls participants.

11. Les mesures destinées à assurer la franchise et la transparence pourront être unilatérales, bilatérales ou multilatérales, sous-régionales, régionales ou mondiales, et il pourra être fait appel aux moyens qu'offrent les Nations Unies.

12. Ces mesures devront être associées à des efforts destinés à instaurer la confiance, à renforcer la sécurité et à favoriser le désarmement.

13. La fourniture d'informations objectives en matière militaire, mesure de confiance importante, peut servir à améliorer les relations politiques entre les Etats intéressés et peut, en retour, bénéficier de cette amélioration.

14. Les informations objectives en matière militaire devront, dans toute la mesure où le permettra la sécurité nationale, être accessibles au public de tous les Etats.

#### Portée

Le potentiel de franchise et de transparence inhérent à l'échange d'informations objectives en matière militaire est aussi vaste que le domaine militaire lui-même. La portée de telle ou telle série de mesures dépendra de l'objectif visé et devra être définie, conformément aux principes ci-dessus, par voie de consultations que les parties intéressées mèneront sur un pied d'égalité; elle pourra être ajustée, si besoin est, par voie d'accord entre ces parties\*.

---

\* Voir appendices I et II.

## Mécanismes

1. Les Nations Unies devront contribuer à la franchise et à la transparence en matière militaire, notamment, si on le leur demande, en rassemblant et diffusant des données et en fournissant des services consultatifs.

2. Il faudrait aussi recourir à cette fin à des mesures unilatérales ainsi qu'à des arrangements bilatéraux et multilatéraux (sous-régionaux, régionaux et autres).

3. Les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement devront apporter leur concours à ces fins.

4. Les mécanismes mis en place devront être conçus de manière que le public et les organismes de recherche intéressés aient facilement accès à une information objective et franche en matière militaire.

\* \* \*

Au vu de ce qui précède, il conviendra peut-être d'examiner plus avant les recommandations suivantes :

A. Le système de rapports sur les dépenses militaires adopté par les Nations Unies :

a) Gagnerait en importance si un nombre croissant d'Etats soumettaient d'eux-mêmes des rapports annuels sur leurs dépenses militaires;

b) Gagnerait en qualité si l'on faisait figurer dans les rapports nationaux des chiffres sur les dépenses militaires par habitant et les dépenses militaires en pourcentage du PIB;

c) Gagnerait en portée si les Etats participants fournissaient des informations sur leurs forces armées et leurs armements, y compris les armes chimiques et bactériologiques;

d) Pourrait progressivement être étendu à de nouvelles catégories d'informations sur les questions militaires, ce qui permettrait à terme de constituer, sous les auspices des Nations Unies, un centre international général de données.

B. Selon les résultats que donnera l'étude en cours aux Nations Unies sur les transferts d'armes classiques, il conviendra de garder à l'esprit la possibilité de créer un registre des Nations Unies.

C. Un groupe gouvernemental ou international d'experts pourrait se réunir à intervalles réguliers pour étudier les moyens de rendre internationalement comparables les données communiquées par les Etats.

D. Pour faciliter les courants et échanges directs d'informations, les Etats pourraient conclure des arrangements bilatéraux, et envisager par exemple :

- Des échanges de visites et d'autres contacts entre militaires;
- L'échange de programmes de formation et de manuels militaires;
- Des vols de reconnaissance de chaque Etat au-dessus du territoire de l'autre et telles autres mesures analogues qui seraient jugées appropriées.

#### Appendice I

Contenant une liste des régimes multilatéraux créés à ce jour pour organiser la communication et l'échange d'informations sur les questions militaires :

A. A l'intérieur du système des Nations Unies :

- Le système international d'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires;
- Le système de collecte et de distribution de rapports nationaux sur certaines installations "à risque", poussées inhabituelles de maladies infectieuses, etc., dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques;

B. Dans divers cadres multilatéraux :

- Le système de l'AIEA;
- Le système d'information et de notification des pays de la CSCE;
- Le système de l'OPANAL;
- Le système de coopération des Caraïbes.

#### Appendice II

Contenant, à titre d'exemple, une liste des domaines, catégories et activités mentionnés dans diverses propositions qui pourraient être prises en considération par les Etats Membres pour l'élaboration de mesures concrètes concernant l'information sur les questions militaires :

Budget - dépenses militaires

Recherche, développement et essais ayant des applications militaires



Production d'armements, systèmes de défense  
Grands programmes d'acquisition  
Transfert international d'armes et de services  
Assistance et coopération militaires internationales

Forces - structures - organisation  
Principaux systèmes d'armements et de matériels, autres armements

Effectifs (service - civils)  
Activités d'appui à la défense  
Formations paramilitaires

Postulats militaires - disposition des forces  
Déploiement des principaux systèmes d'armements et de matériels  
Bases militaires étrangères

Doctrines - stratégies militaires  
Entraînement et enseignement, exercices  
Manoeuvres, opérations, autres mouvements d'importance

Plans, initiatives, négociations en cours, accords, mesures en matière de  
contrôle des armements et de désarmement

Résultats des inspections de vérification

## Annexe II

### PROCESSUS DU DESARMEMENT NUCLEAIRE DANS LE CADRE DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, L'OBJECTIF ETANT L'ELIMINATION DES ARMES NUCLEAIRES

#### Document du Président

Au cours de la session de fond de 1991 de la Commission du désarmement, le Groupe de travail II chargé d'examiner le point 5 de l'ordre du jour de la Commission, intitulé "Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant l'élimination des armes nucléaires", a tenu 11 séances, qui ont été précédées d'une série de consultations informelles menées par le Président.

Au cours de ces consultations, le Président est parvenu à la conclusion que, pendant la première des trois années pendant lesquelles la question resterait inscrite à l'ordre du jour de la Commission, il serait préférable d'aborder les discussions sous un angle général plutôt que particulier. Ceci permettrait en effet de procéder librement à un échange de vues préliminaire grâce auquel le Groupe pourrait dégager les éléments et aspects qui, de l'avis de ses membres, présentent de l'importance et méritent d'être étudiés plus à fond.

Le Président a donc proposé un schéma de travail destiné à guider les travaux du Groupe tout en conservant à l'examen de la question le caractère général souhaité. Le Groupe a accepté ce schéma, qui comprend les quatre points suivants :

1. Relations entre le désarmement nucléaire et la paix et la sécurité internationales;
2. Examen des mesures prises en matière de désarmement nucléaire;
3. Comment renforcer le processus de désarmement nucléaire : conditions à remplir et mécanismes requis à cette fin;
4. Rôle du système des Nations Unies dans le processus de désarmement nucléaire, dans l'optique de l'élimination des armes nucléaires.

Au cours des débats, le Président a noté que plusieurs éléments étaient plus fréquemment mentionnés et discutés par les membres du Groupe et que des points de vue différents étaient exprimés à leur sujet; ces éléments sont, notamment, les suivants :

Validité de la doctrine de la dissuasion nucléaire;

Moyens de réaliser les priorités fixées lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement;

Interdiction complète des essais nucléaires;

Interdiction de produire des matières fissiles à des fins d'armement;

Prévention de la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires;

Garanties de sécurité pour les Etats non dotés de l'arme nucléaire;

Zones exemptes d'armes nucléaires;

Mesures de confiance;

Rôle du système des Nations Unies;

Rôle de la Conférence du désarmement;

Vérification du désarmement nucléaire;

Examen des accords bilatéraux de désarmement nucléaire.

Le Président tient à souligner que l'ordre dans lequel sont énumérés ces éléments ne doit pas être interprété comme indiquant un ordre de priorité et ne préjuge en rien de la position des délégations.

Le Président a noté aussi que plusieurs délégations avaient indiqué que l'Etude d'ensemble des Nations Unies sur les armes nucléaires était une source utile de référence pour le Groupe.

Les discussions préliminaires qui ont eu lieu sur la question en général et autour de ces éléments ont de nouveau montré à quel point les opinions étaient divergentes, tant sur le fond que sur la manière de voir, au sujet des moyens propres à permettre de progresser dans ce domaine. Il semble difficile de parvenir à un consensus sur la question et bien des lacunes sont encore à combler.

Le Président est toutefois d'avis que la session de cette année a permis de dégager certains aspects que les membres du Groupe semblent vouloir examiner plus à fond et que le Groupe de travail pourrait juger utile d'aller un peu plus loin dans ce sens en faisant porter l'essentiel de ses travaux sur des éléments précis qui coïncident avec ce que les membres considèrent comme des priorités et au sujet desquels des progrès concrets pourraient être accomplis.

Le Président propose donc à cette fin que, sans préjuger en quoi que ce soit de ce que telle ou telle délégation pourrait vouloir ultérieurement examiner, le schéma qui a servi de fil conducteur aux débats de cette année soit davantage précisé et détaillé pour permettre un examen plus approfondi de la question.

### Annexe III

## APPROCHE REGIONALE DU DESARMEMENT DANS LE CONTEXTE DE LA SECURITE MONDIALE

### Document du Président

1. La Commission du désarmement a chargé le Groupe de travail III d'étudier le point 6 de son ordre du jour, intitulé "Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale". Pour s'acquitter de son mandat, le Groupe de travail a tenu 11 séances ainsi que deux réunions officielles de consultation, à participation non limitée. Pour commencer, il a consacré deux séances à un débat général, après quoi il a entamé un débat approfondi sur le fond de la question.

2. De ce débat approfondi et des documents de travail et propositions qui ont été présentés, il ressort que cette question suscite un vif intérêt parmi les délégations. Celles-ci considèrent en général que son inscription à l'ordre du jour de la Commission du désarmement était à la fois judicieuse et opportune.

3. Le Président considère que le Groupe de travail III a beaucoup avancé dans ses travaux à la session en cours de la Commission du désarmement. Au cours des débats, certains aspects de la question ont été précisés et examinés; l'expérience acquise par les différentes régions a été mise en commun et le Groupe de travail a examiné les terrains d'entente possibles.

4. Il sera nécessaire de poursuivre, à la prochaine session de la Commission du désarmement, un débat approfondi sur le fond de la question en vue de trouver les points de convergence sur les différents aspects du problème. Il semble généralement admis que, pour faciliter la poursuite de ce débat l'année prochaine, il serait utile que le Président présente sa propre évaluation des principales tendances qui se sont dégagées à la session en cours, telles qu'elles sont consignées dans le présent document, étant entendu qu'aucune délégation n'est liée par cette évaluation, qui devrait être utilisée seulement pour faciliter les discussions de fond.

5. Ainsi qu'il est dit dans le rapport du Groupe de travail III, le débat sur le fond de la question à la session en cours était axé sur les thèmes suivants, suggérés par le Président dans son document de travail publié sous la cote A/CN.10/1991/WG.III/CRP.2, à savoir :

- I. La relation entre le désarmement régional et la sécurité mondiale et la limitation des armements et le désarmement;
- II. Les principes et directives;
- III. Les moyens;
- IV. Les mécanismes et modalités;
- V. Le rôle de l'ONU.

6. Ces thèmes ont été examinés attentivement sous tous leurs aspects. Dans leurs déclarations et documents de travail, les délégations ont exprimé différentes opinions et présenté des propositions concrètes. Des progrès ont été accomplis dans l'identification des différents éléments de chacun de ces thèmes. On trouvera ci-après une récapitulation des principaux éléments qui se sont dégagés au cours des débats sur le point 6 de l'ordre du jour. De l'avis du Président, ces éléments pourraient servir de base à la suite des débats, sans préjudice des positions des délégations :

## I. LA RELATION ENTRE LE DESARMEMENT REGIONAL ET LA SECURITE MONDIALE ET LA LIMITATION DES ARMEMENTS ET LE DESARMEMENT

Les approches régionale et mondiale du désarmement sont complémentaires et les deux démarches devraient être entreprises simultanément pour promouvoir la paix et la sécurité régionales et internationales.

L'approche régionale du désarmement est l'une des composantes essentielles de l'action mondiale.

Toute mesure régionale doit tenir compte de la relation entre la sécurité de la région et la sécurité internationale dans son ensemble.

Des accords de limitation des armements et de désarmement entre les régions devraient également favoriser la sécurité mondiale.

## II. LES PRINCIPES ET DIRECTIVES

Toute disposition ou mesure régionale devrait être prise dans le respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et conformément au droit et aux accords internationaux, s'agissant notamment du principe de l'égalité souveraine de tous les Etats, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des Etats, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, de l'inviolabilité des frontières internationales, du droit inhérent des Etats à la légitime défense individuelle et collective et du règlement pacifique des différends.

Les accords de désarmement régional devraient émaner de la région elle-même, avec la pleine participation des Etats de la région, sur la base du principe de l'égalité souveraine de tous les Etats. Les Etats de la région devraient définir eux-mêmes la zone d'application des accords ainsi que les conditions requises pour la sécurité de la région.

Toute mesure régionale devrait être fondée sur des accords conclus en toute liberté entre les Etats de la région.

Dans toute approche régionale du désarmement, il faut tenir compte de la situation spécifique et des particularités de la région.

Le règlement politique global des conflits régionaux est l'un des facteurs essentiels de l'avancement de la paix, de la sécurité et de la stabilité ainsi que de la limitation des armements et du désarmement dans la région.

Les mesures régionales de désarmement devraient favoriser et renforcer la stabilité dans la région, sur la base de la sécurité non diminuée de tous les Etats participants. Elles ne devraient pas avoir d'effets nuisibles sur aucun Etat, qu'il soit situé à l'intérieur ou à l'extérieur de la région.

Dans tout processus de désarmement régional, il est important de chercher à éliminer les déséquilibres et les moyens militaires les plus déstabilisants.

Il doit y avoir une interaction positive entre les efforts de désarmement régional et les initiatives politiques régionales, bilatérales et autres, visant à accroître la confiance.

Les efforts de désarmement régional devraient viser à empêcher la propagation des déséquilibres militaires et des tensions d'une région à une autre.

Les accords régionaux en matière de sécurité et les mesures régionales de désarmement devraient viser à améliorer la sécurité au niveau le plus bas possible de forces armées, en mettant un frein à la prolifération des armes de destruction massive.

Les mesures de désarmement régional devraient porter sur tous les aspects de la limitation des armements et du désarmement, compte tenu des particularités et des conditions propres à la région concernée.

Les régions d'affrontements militaires graves et de forte concentration d'armement devraient prendre l'initiative dans la conclusion et l'application d'accords de désarmement établissant un équilibre militaire acceptable pour tous dans la région grâce à une réduction juste et équilibrée des forces armées, assurant à tous les Etats une sécurité égale et non diminuée, au niveau le plus bas possible d'armements et de forces armées.

Les accords de désarmement régional devraient contribuer à promouvoir le développement économique et social.

Le respect du principe des utilisations pacifiques des océans est essentiel à la promotion de l'approche régionale du désarmement.

La prévention de l'extension de la course aux armements à l'espace devrait favoriser l'approche régionale du désarmement.

Des accords régionaux de désarmement concernant la transparence et la franchise, librement conclus par les Etats de la région compte tenu des particularités et des conditions propres à la région concernée, sont essentiels si l'on veut progresser vers la limitation des armements et le désarmement dans la région.

Il est nécessaire que, pour chaque région, les Etats extérieurs à la région respectent les initiatives et accords de désarmement.

Les mesures de vérification sont essentielles si l'on veut assurer le respect effectif des accords régionaux de limitation des armements et de désarmement.

Les accords de sécurité dans une région, bien qu'utiles aux autres régions comme modèles, ne sont pas nécessairement applicables ailleurs, car les particularités et les conditions spécifiques varient d'une région à l'autre.

La coopération socio-économique entre Etats de la région facilite les mesures en faveur de la sécurité et de la stabilité dans la région.

### III. LES MOYENS

#### Mesures de confiance et de sécurité

Les "Directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures sur un plan mondial et régional" adoptées par la Commission du désarmement des Nations Unies en 1988 devraient servir de cadre général à tous les Etats dans leur approche régionale de la limitation des armements et du désarmement.

Les mesures de confiance et de sécurité devraient être considérées à l'intérieur de chaque région, aux niveaux unilatéral, bilatéral, régional et multilatéral, en vue de faciliter le processus de limitation des armements et de désarmement. Des mesures telles que la notification d'activités militaires à grande échelle et l'échange de données militaires, la réduction des risques, les informations objectives sur les activités et les moyens militaires, la politique du "ciel ouvert", le dialogue et la coopération, y compris dans les domaines non militaires, dans le contexte de chaque région, permettraient de réduire les risques d'erreur d'interprétation ou de jugement et favoriseraient la transparence et la franchise.

Un contrôle approprié du respect des mesures de confiance et de sécurité est essentiel.

L'expérience des régions qui ont réalisé des progrès substantiels dans l'application de ces mesures pourrait guider d'autres régions, à condition que ces mesures soient librement acceptées par les Etats de la région, compte tenu des particularités et des conditions propres à la région concernée.

Des mesures de confiance et de sécurité pourraient être adoptées non seulement à l'intérieur de chaque région, mais aussi entre les régions.

#### Accords de limitation des armements et de désarmement

Les mesures appropriées de désarmement régional prises à l'initiative et avec la participation des Etats de la région seront propices à une réduction des tensions dans la région et devraient avoir également un effet positif sur les autres régions, ainsi que sur les efforts mondiaux en faveur de la paix, de la sécurité et du désarmement.

Les mesures régionales de désarmement devraient viser à établir un équilibre militaire au niveau le plus bas possible d'armements et de forces armées et éliminer les possibilités d'attaque-surprise et d'offensive de grande ampleur. Les Etats ne devraient pas chercher à dépasser, dans le niveau de leurs dépenses militaires, les besoins de leur légitime défense.

Les mesures régionales de désarmement devraient inclure des mesures visant à mettre un frein à la prolifération de la technologie des missiles et de la technologie des armes de destruction massive, applicables sur une base universelle et non discriminatoire.

Il est urgent de conclure des accords régionaux réglementant et limitant l'acquisition d'armements, que ce soit par transfert international ou production locale, sans porter atteinte à la capacité de légitime défense des Etats en cause.

Dans les accords régionaux de limitation des armements et de désarmement, il est essentiel de veiller à ce que les mesures de désarmement prises dans une région ne favorisent pas un accroissement des transferts d'armements aux autres régions.

Les accords régionaux de désarmement instituant un équilibre militaire acceptable pour tous dans la région, grâce à une réduction juste et équilibrée des forces armées, tout en assurant la sécurité égale et non diminuée de tous les Etats de la région au niveau le plus bas possible d'armements et de forces armées, sont nécessaires.

Les accords de limitation des armements et de désarmement devraient viser la réduction des forces armées et des armements par démobilisation et par destruction ou conversion des armes, du matériel et des installations. Les armes et les installations ainsi éliminées ne devraient être ni adaptées à d'autres systèmes d'armements ni redéployées dans d'autres régions, ni transférées ou vendues à d'autres pays si elles risquent d'être un facteur de déstabilisation.

Les accords de limitation des armements et de désarmement devraient viser à réduire et en définitive à éliminer complètement toutes les formes de présence militaire étrangère et à démanteler les bases et installations militaires dans les régions concernées, sans nuire au droit inhérent des Etats à la légitime défense individuelle et collective.



Le texte de consensus des recommandations sur le désarmement classique qui a été adopté par la Commission des Nations Unies pour le désarmement devrait servir de directive générale pour tous les Etats dans leur approche régionale de la limitation des armements et du désarmement.

Un contrôle approprié du respect des accords et traités régionaux de limitation des armements et de désarmement est essentiel.

Les 16 principes de vérification adoptés par la Commission du désarmement des Nations Unies en 1988 devraient être respectés par tous les Etats dans leurs efforts pour appliquer des accords régionaux de limitation des armements et de désarmement.

#### Zones de paix et zones exemptes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive

La création de zones de paix et de coopération dans diverses régions du monde, dans des conditions appropriées qui devront être clairement définies et librement arrêtées par les Etats concernés dans la zone, compte tenu des particularités de celle-ci et des principes de la Charte des Nations Unies, et en conformité avec le droit international, peut contribuer à renforcer la sécurité des Etats appartenant à ces zones ainsi que, d'une manière générale, la paix et la sécurité internationales. Tout arrangement de désarmement régional créant de telles zones peut comprendre des mesures concrètes visant à mettre les régions intéressées à l'abri de la course aux armements et à y interdire la présence de bases étrangères et d'armes nucléaires, à réduire progressivement et, finalement, à supprimer la présence militaire d'Etats étrangers à la région, à faire respecter le principe de l'utilisation pacifique de l'océan et à prévenir l'extension des rivalités et des conflits étrangers aux régions.

La création de zones exemptes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive sur la base d'arrangements librement conclus entre les Etats de la région intéressée constitue une mesure importante de désarmement. Le processus de création de telles zones dans différentes parties du monde devrait être encouragé avec, comme objectif final, un monde entièrement exempt d'armes nucléaires. Dans le processus de création de ces zones, il faudrait tenir compte des particularités de chaque région. Les Etats faisant partie de telles zones devraient s'efforcer à se conformer intégralement à tous les objectifs, buts et principes des accords ou arrangements en portant création, faisant ainsi en sorte que celles-ci soient véritablement exemptes d'armes nucléaires.

Pour que les zones de paix et de coopération et les zones exemptes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive répondent à leur objet, des mesures appropriées devraient être prises pour que les Etats étrangers à la région respectent le statut de ces zones et les engagements pris par les Etats qui en font partie et s'abstiennent d'employer ou de menacer d'employer des armes nucléaires contre lesdits Etats.

## La non-prolifération

L'établissement d'un régime universellement accepté de non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects facilitera la limitation des armements et le désarmement au niveau régional.

### IV. MECANISMES ET MODALITES

La création de forums consultatifs régionaux sur la paix, la sécurité, la coopération et le développement faciliterait l'approche régionale de la limitation des armements et du désarmement.

Il faudrait envisager des arrangements régionaux et interrégionaux de coopération et d'échange d'informations.

Il faudrait se référer au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, relatif aux accords régionaux.

### V. ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'ONU devrait :

Appuyer et encourager toutes les initiatives de désarmement régional en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales appropriés. A cet égard, il faudrait se référer au rapport que la Commission du désarmement a adopté en 1990 au sujet du rôle de l'Organisation des Nations Unies;

Rassembler et diffuser des informations sur la limitation des armements et le désarmement pour encourager les initiatives de désarmement régional;

Renforcer les fonctions des Centres régionaux des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement déjà en place ainsi que des commissions économiques et sociales régionales en vue de favoriser le dialogue en tant que partie intégrante des efforts déployés pour promouvoir la paix et la sécurité régionales;

Servir de banque de connaissances spécialisées en matière de limitation des armements et de désarmement pour encourager les initiatives de désarmement régional;

Coordonner et organiser des conférences sur des questions de désarmement régional, notamment sur les mesures propres à instaurer la confiance et la sécurité;

Créer, à la demande des Etats parties, des mécanismes de vérification du respect des accords et traités régionaux;

Utiliser les recommandations relatives au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, que la Commission du désarmement a adoptées en 1990, comme principes directeurs pour renforcer le rôle de l'ONU en ce qui concerne l'approche régionale de la limitation des armements et du désarmement.